

Agriculture et industrie agroalimentaire en Afrique

favoriser un développement inclusif

Malgré la forte croissance du revenu par habitant, la structure des pays d'Afrique a peu changé au cours des dernières décennies. La main-d'œuvre enregistre une expansion rapide et l'urbanisation progresse à vive allure, mais la croissance de l'emploi dans les zones rurales, en particulier dans les secteurs non agricoles, reste lente, et le niveau de pauvreté demeure plus élevé que dans les zones urbaines. Comment parvenir à des transformations économiques qui favoriseront un développement inclusif et durable ? C'est la question centrale. L'agriculture tient une place essentielle : dans la plupart des pays du continent, la majorité de la population est tributaire de ce secteur. Les cadres conceptuels et les données empiriques mettent largement en évidence la nécessité d'un accroissement de la productivité agricole pour accélérer la transformation, l'investissement et l'industrialisation en Afrique.

La productivité agricole en Afrique reste plus faible que dans les autres régions du monde. En Afrique de l'Ouest, par exemple, les rendements de l'agriculture pluviale sont généralement inférieurs de moitié à leur potentiel. En Afrique subsaharienne, les rendements céréaliers sont nettement en-deçà de ceux observés en Asie et en Amérique latine. On peut relier cette productivité insuffisante à la perte de compétitivité des exportations agricoles africaines, ainsi qu'au recul de la part de l'Afrique dans les échanges agricoles mondiaux.

La petite agriculture familiale prédomine en Afrique subsaharienne. D'après les estimations, elle représente 80 % des exploitations et jusqu'à 90 % de la production alimentaire dans

certains pays. Les faibles rendements des petites exploitations et du travail dans l'agriculture s'expliquent, dans une large mesure, par le manque d'accès aux intrants qui améliorent la productivité, comme les semences et les engrais modernes, aux nouvelles technologies, à l'assistance technique et à des débouchés.

La productivité agricole en Afrique reste plus faible que dans les autres régions du monde

Même si les taux de croissance de la productivité agricole sont globalement décevants en Afrique, treize pays de cette région ont néanmoins doublé leur production en deux décennies depuis les années 80, et certains partaient de très bas. Les pays où les petites exploitations agricoles tiennent une place prépondérante, tels que le Burkina Faso, le Ghana, le Mali et le Niger, comptent parmi les plus performants. Ceux dans lesquels la part de la petite agriculture est moins élevée affichent des résultats beaucoup plus modestes.

En Afrique, les petits exploitants pourraient bénéficier des nouvelles opportunités de commercialisation des produits agricoles. En effet, parallèlement à l'accroissement de la demande mondiale de produits agricoles, la hausse des revenus et

l'urbanisation sur l'ensemble du continent africain devraient non seulement avoir des répercussions positives pour les producteurs, mais également faire naître des activités en amont et en aval. On estime que l'agriculture et l'industrie agroalimentaire africaines pèseront 1 000 milliards de dollars en 2030. En outre, l'agroalimentaire peut constituer une source d'emplois décents et de revenus dans les zones rurales.

Les coopératives agricoles sont à même d'atténuer les risques dans le cadre de partenariats entre petits exploitants et groupes agroalimentaires. Elles donnent à leurs membres les moyens de traiter sur un pied d'égalité avec des opérateurs privés plus importants, en leur permettant de protéger leurs droits et de défendre leurs propres intérêts. De leur côté, grâce aux coopératives, les groupes agroalimentaires disposent d'une plus grande sécurité et de possibilités d'activités plus pérennes via l'effet d'échelle et les gains de qualité potentiels. L'agriculture contractuelle permet aussi aux petits exploitants d'accéder à des débouchés commerciaux, ainsi qu'aux financements, aux intrants, à la technologie, à l'information et à des formations. Néanmoins, un certain nombre de cultures seulement se prêtent à ce type d'accord, et il convient de veiller à ce que les modalités des contrats soient équitables, transparentes et mutuellement bénéfiques.

Il faut agir sur l'ensemble de la chaîne de valeur pour que les deux parties (entreprises agroalimentaires et petits exploitants) en retirent des avantages.

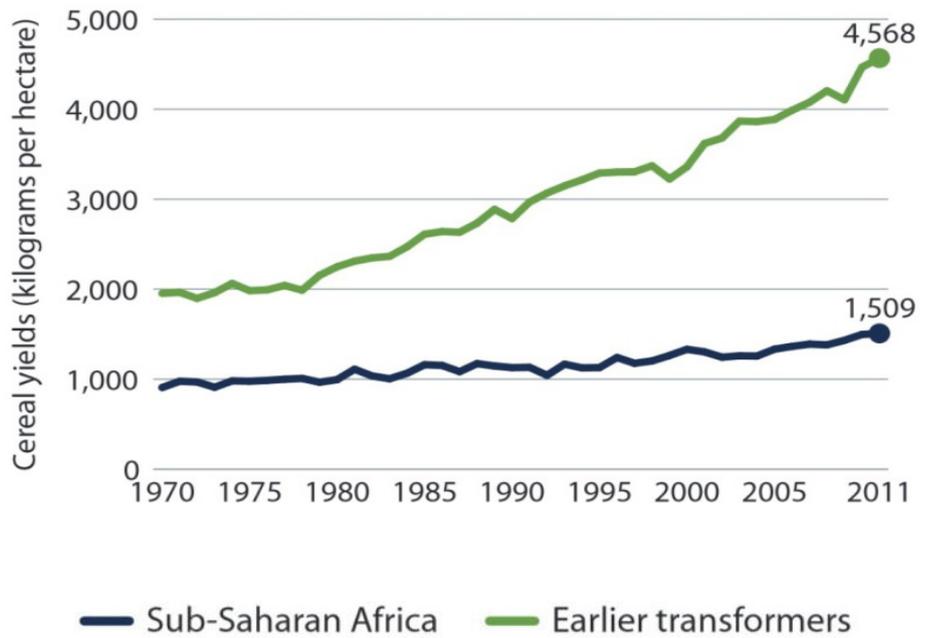
Suite au verso ...

Suite de la page 1

Les petits exploitants doivent avoir accès à des intrants et à des formations leur permettant de participer effectivement à une filière. Par ailleurs, en amont, la formation et l'emploi de personnes comme fournisseurs d'intrants au sein de réseaux de distribution créent des opportunités d'emploi dans les zones rurales. Au niveau de la transformation et de la commercialisation des produits, il est nécessaire de moderniser les installations de stockage, de recourir aux dernières technologies en date pour diffuser rapidement l'information et de remédier aux problèmes d'infrastructure. Et, à tous les niveaux, il faut accorder une attention particulière aux inégalités entre hommes et femmes, afin de faciliter l'accès des agricultrices aux ressources productives et de renforcer leur pouvoir de négociation.

Les pouvoirs publics jouent un rôle important en soutenant la participation des petits exploitants aux filières agricoles et à l'agriculture commerciale. Il est indispensable de mettre en place une infrastructure de base et de

Écarts de productivité agricole en Afrique (1970-2011)

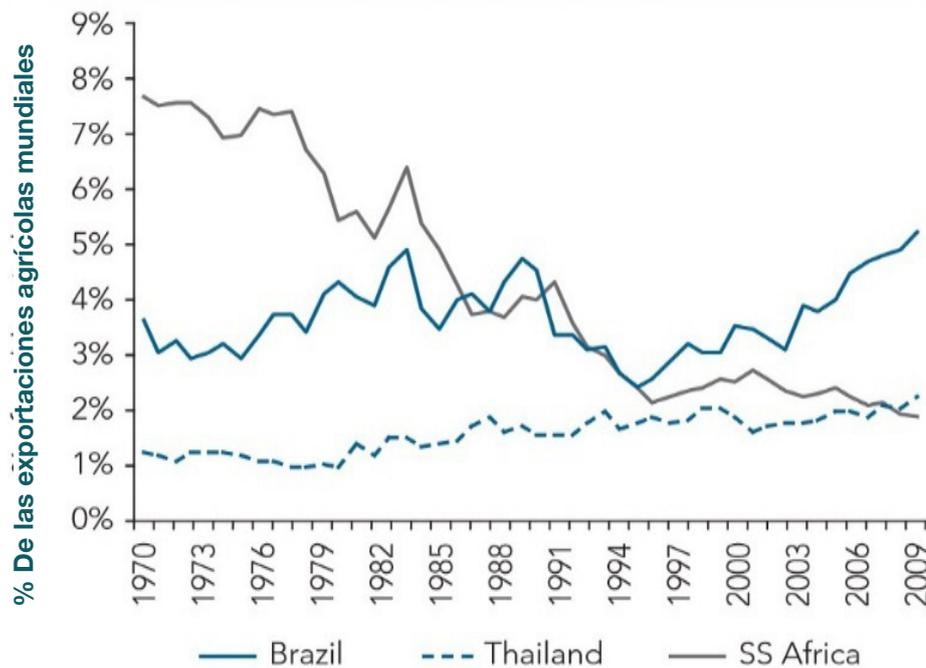


Source : Indicateurs du développement dans le monde.

et la garantie de l'État sont souvent nécessaires pour réduire les risques des entreprises agroalimentaires, surtout quand l'investissement initial requis est substantiel et qu'il s'agit d'un projet sur le long terme. Pour créer l'environnement institutionnel qui encouragera ces entreprises à traiter avec les petits producteurs agricoles, il

stables, assurer le respect des droits de propriété et des contrats, et garantir la transparence.

L'expérience de la Chine, qui a réussi à accroître significativement la production agricole et sa commercialisation, est intéressante. Dans ce pays, des politiques publiques coordonnées ont été spécifiquement axées sur l'amélioration de la sécurité alimentaire, de la productivité agricole et des revenus en milieu rural. De plus, pour obtenir des gains de productivité, la Chine a largement investi dans son infrastructure, notamment dans le réseau routier rural, les systèmes d'irrigation et de communication, ainsi que dans les activités de recherche et développement (R&D) agricole. Elle a encouragé la libre circulation des marchandises et des services, ce qui a resserré les maillons des chaînes de valeur et élargi les débouchés. La Chine s'est aussi attachée à réduire les inégalités entre villes et campagnes en investissant dans la santé, la nutrition et l'éducation en zone rurale, tout en améliorant l'accessibilité et la qualité des services en zone urbaine. ■



Source: FAOSTAT.